



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (Trotskyiste)

RENAULT LE MANS

MANIFESTONS LE 5 MARS CONTRE LE PROJET DE LOI RÉACTIONNAIRE

25/02/2013

Mardi 5 mars, une journée de mobilisation est organisée par la CGT et FO pour dénoncer le projet de loi, bien mal nommé "sécurisation de l'emploi". Comme Hollande s'y était engagé, Sapin, le ministre du Travail a fidèlement retranscrit l'accord signé entre le Medef, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC. D'un accord honteux, le gouvernement a fait un projet de loi honteux.

Les défenseurs du projet parleront généralisation des complémentaires santé, droits rechargeables à l'assurance chômage, taxation des contrats courts... droits qui sont tous reportés à de nouvelles négociations et sans assurance de financement. Mais derrière ce rideau de fumée, il y a une charge sans précédent contre les travailleurs.

Le patronat a obtenu la légalisation de la flexibilité : sous prétexte de difficultés économiques, les patrons pourront, à leur convenance, changer le temps de travail et baisser les salaires.

Bien des patrons n'ont pas attendu la loi pour le faire, mais en principe les salariés pouvaient, individuellement, refuser. Avec ce projet, le salarié qui refusera une baisse de salaire sera licencié. En plus de faire sauter le dernier verrou qui existait, la loi va soutenir le patronat, l'encourager dans ses attaques. Avoir le droit de baisser les salaires, c'était le rêve du patronat : Hollande veut le réaliser !

Faire croire que ces sacrifices sauveront l'emploi est un mensonge. Souvenons-nous de l'usine Continental à Clairoix qui a fermé, un an après que la direction a imposé ce genre d'accord. Prenez l'accord que Renault veut imposer : la direction annonce qu'en contrepartie des concessions faites par les ouvriers, il n'y aura pas de plan social mais elle va supprimer quelque 8000 postes avec des départs volontaires et départs en retraite. Alors, qu'est-ce que cela change pour l'emploi ?

Les patrons pourront imposer la mobilité interne : muter les travailleurs sur un autre poste, les envoyer travailler sur un autre site, la limite géographique étant fixée... à l'hexagone. Si le salarié refuse, il sera licencié.

Il fallait toute la dose d'hypocrisie propre au Parti socialiste au pouvoir pour parler de "sécurisation de l'emploi" : plus rien n'est sécurisé pour le travailleur, ni son lieu de travail, ni ses horaires, ni même son salaire !

Les patrons pourront aussi licencier plus vite et

moins cher. Le licenciement économique de 99 salariés pourra être réglé en deux mois, quatre mois suffiront pour fermer une usine de 500 salariés. Les recours des travailleurs seront limités dans le temps et la procédure simplifiée. Alors, s'il y a une chose que cette loi sécurise, ce sont les licenciements.

Si ce projet passe, ce que le patronat imposait par le chantage aura force de loi, et on le devra au Parti socialiste.

Le patronat fait de la crise et du chômage une arme de guerre contre les travailleurs. Il remet en cause et veut démolir les droits gagnés au fil des luttes par des générations de travailleurs et faire reculer tous les salariés, toute la société.

Pour l'arrêter, il faut changer le rapport de forces. Seule la mobilisation d'une grande partie de la classe ouvrière peut le faire. Seule une réaction massive du monde du travail, capable de bloquer l'appareil productif et d'imposer ses revendications vitales, l'interdiction des licenciements et la protection des salaires, peut renverser la situation.

Un tel rapport de forces ne se décrète pas mais il se prépare. Et cela commence par dire "non", par exprimer notre opposition aux coups patronaux, par affirmer que l'on est contre tout sacrifice imposé aux travailleurs et que rien ne les justifie.

Encaisser les coups sans rien dire, en baissant la tête, ne fait que préparer les coups suivants. Quant à prendre des coups en les justifiant, comme l'ont fait les dirigeants de la CFDT, de la CGC et la CFTC, il n'y a rien de pire ! Cela revient à trahir les intérêts matériels des travailleurs, mais aussi leurs intérêts moraux, leur dignité d'exploités.

Les confédérations CGT et FO qui appellent au 5 mars ont leur part de responsabilité. Au lieu de dénoncer la mascarade du dialogue social, de dire qu'il ne pouvait rien en sortir de bon pour les travailleurs, elles sont entrées dans le jeu du gouvernement et du patronat en participant à toutes les négociations.

Alors, il faut dire, aussi bien au gouvernement qu'aux directions syndicales, que les reculs sociaux ne se feront pas avec l'accord des travailleurs.

Dénoncer, le 5 mars, ce projet anti-ouvrier, c'est montrer qu'il y a des travailleurs qui n'acceptent pas de se sacrifier. C'est exprimer non seulement leur combativité mais aussi leur conscience. C'est le gage de voir, demain, le monde du travail se lever et rendre les coups.

Imp.Spé.LO

COMPÉTITIVITÉ : C'EST TOUJOURS NON !

Mercredi dernier, comme dans les autres sites Renault, nous avons à nouveau débrayé contre la compétitivité.

Et pour cause, malgré les réunions qui se sont succédé, rien de fondamental n'a changé : c'est toujours une énorme régression sociale pour l'ensemble des travailleurs.

Si des syndicats s'abaissaient à signer cet accord indigne, ce serait une trahison. Cette régression sociale que la direction et le gouvernement complice veulent nous imposer, nous, on n'en veut pas !

PLEURE PAS LA BOUCHE PLEINE !

1,735 milliard d'euros de bénéfices pour Renault en 2012 ainsi qu'un total désendettement. Avec en plus, plus de 13 milliards de trésorerie disponible.

Malgré la fameuse crise, la baisse des ventes, les menaces de fermetures et la campagne médiatique sur la mauvaise santé de l'automobile, le malade se porte donc très bien.

Et malgré cela, la direction veut nous imposer un gel de nos salaires jusqu'en 2015.

Eh bien pas d'accord ! Tout augmente, le minimum serait que nos salaires suivent la hausse des prix.

Et accord de compétitivité signé ou pas, il faudra rappeler à la direction que sans nous et notre travail, il n'y a pas de bagnoles produites !

LE ROI DU PIPEAU

Ghosn veut faire croire qu'il se sacrifie en parlant de geler 30 % de la part variable de son salaire. C'est d'ailleurs présenté comme une avancée par certains...

Alors qu'il retrouvera cet argent en 2016. Et, cela ne concerne que 430 000 €, une petite partie des 12, 8 millions qu'il reçoit de Renault-Nissan.

Ses fins de mois vont peut-être être difficiles mais qu'il ne compte pas sur nous pour pleurer sur son sort.

LES (BONI)MENTEURS

La direction et certains syndicats qui font semblant d'y croire, disent qu'il y aura une amélioration des conditions de travail avec le plan Ghosn.

Avec 8 260 emplois en moins, une activité avec des volumes en hausse et une augmentation du temps de travail, ils veulent nous faire croire que les conditions de travail vont s'améliorer.

Ils ne nous prendraient pas pour des c... par hasard ?

GRANDE ANNÉE POUR LES PARASITES

L'enveloppe pour l'intéressement financier se monte à 44, 17 millions d'euros pour l'ensemble des travailleurs du groupe.

Dans le même temps, les actionnaires vont toucher comme dividendes la somme de 508 millions d'euros soit 11 fois plus et...sans rien faire

de leurs dix doigts.

Le travailleur trime et l'actionnaire palpe la monnaie, cherchez l'erreur !

ICP : ÇA EÛT PAYÉ !

La prime de suggestion payée en février a encore diminué de moitié cette année : elle va s'échelonner de... 9 € à 63 € pour les plus chanceux.

A croire que la direction veut décourager les imaginatifs...

ON SE PÈLE !

Hier matin, Marcel est venu faire un petit tour au FF. Évidemment, auparavant, il y a eu nettoyage, rangement, les bennes ont été retirées des allées vertes, etc.

Tout était OK sauf le chauffage qui manquait.

Logique : radin comme il est, Marcel n'aurait pas apprécié...

SACRÉE TROUVAILLE !

Au bâtiment R, secteur MPR, un cariste s'est retrouvé avec une fiche d'évènement.

Entre la gêne occasionnée par les travaux de démolition du Soudé-Point et l'appel à la grève de mercredi dernier, il aurait laissé des emballages en plan en fin de journée...

Du coup, la direction lui reproche d'avoir désorganisé la production. Bravo ! Ils viennent de trouver à quoi sert une grève...

NON MERCI, ON A DÉJÀ DONNÉ !

Au Tracteur, la direction veut donc remettre le couvert pour un nouvel ATT.

Mais au lieu d'embaucher de manière conséquente pour faire face à la hausse des commandes, c'est à nous, qu'elle veut demander des efforts supplémentaires.

Elle voudrait ainsi augmenter le temps de travail de 28 minutes par jour. Elle veut même rallonger la journée de travail en fonction de la perte éventuelle de tracteurs, suite à des aléas, et cela en nous prévenant... la veille pour le lendemain.

Bref, une flexibilité totale : on ne pourrait plus rien prévoir.

Pour sortir des idées tordues comme cela, la direction n'est pas avare d'imagination : il faudrait peut-être lui remettre les idées en place.

AUGMENTEZ LES SALAIRES !

A NTN Allonnes, la direction a annoncé 0 % d'AGS pour 2013, mettent en avant un pseudo-déficit qui a bon dos.

Aussi la semaine dernière, dans les différentes équipes, nous avons débrayé car notre porte-monnaie est lui aussi, en déficit, et pas qu'un peu !

Hier mardi, nous avons remis cela. La direction a l'oreille dure et fait semblant de ne pas nous entendre, mais qu'à cela ne tienne, nous on a de la voix...